

La vulgarisation agricole au Liban

Mortada O.

in

Abdel Hakim T. (ed.).
Les systèmes de vulgarisation dans les pays du sud-est de la Méditerranée : Egypte,
Liban, Syrie, Jordanie : synthèse des actes du séminaire du Caire

Montpellier : CIHEAM
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(3)

1994
pages 25-27

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=94400020>

To cite this article / Pour citer cet article

Mortada O. **La vulgarisation agricole au Liban**. In : Abdel Hakim T. (ed.). *Les systèmes de vulgarisation dans les pays du sud-est de la Méditerranée : Egypte, Liban, Syrie, Jordanie : synthèse des actes du séminaire du Caire*. Montpellier : CIHEAM, 1994. p. 25-27 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(3))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La vulgarisation agricole au Liban

Oussama Mortada

Ministère de l'Agriculture, Beyrouth (Liban)

Introduction

La vulgarisation agricole existe au Liban depuis 1960, soit environ un quart de siècle. Depuis, et pendant la période de prospérité qu'a connu le Liban avant la guerre, la vulgarisation a fait d'importants progrès : sa reconnaissance est acquise parmi les agriculteurs et elle est implantée dans la plupart des villages.

Les fonctions des vulgarisateurs, programmées selon un calendrier précis, étaient les suivantes :

- visites quotidiennes aux agriculteurs ;
- suivi des différentes opérations culturales ;
- organisation de rencontres ;
- organisation d'expositions agricoles ;
- collaboration avec les différentes associations privées et publiques.

Par ailleurs, les services de vulgarisation diffusaient auprès des agriculteurs les bulletins d'information, soit par courrier, soit par le biais des vulgarisateurs, et collaboraient aux émissions radiophoniques destinées aux agriculteurs. A cause de la guerre, son développement, voire son fonctionnement normal, a été interrompu pendant presque vingt ans.

Aujourd'hui, on peut se demander si la vulgarisation agricole au Liban, au cours de ces vingt-cinq années d'activité, a joué son rôle de conseil et d'aide aux agriculteurs. Faut-il continuer dans le même sens ? Faut-il faire évoluer nos méthodes de travail ? Et si oui dans quel sens ? L'analyse qui suit ne représente qu'un avis personnel. Elle tente de répondre à trois questions :

- quelle est la relation entre la recherche agronomique et la vulgarisation agricole ?
- la vulgarisation agricole a-t-elle réussi dans le cas du Liban ?
- quels étaient les problèmes de la vulgarisation agricole avant la guerre ? Quelles sont les solutions à ces problèmes ?

I – La relation entre la recherche agronomique et la vulgarisation agricole

La comparaison entre les institutions et structures de recherche d'une part, et les organismes de vulgarisation d'autre part, montre une différence importante du point de vue des moyens dont dispose chaque activité.

La vulgarisation n'était au départ qu'un service dépendant du département des affaires techniques, remplacé par le « département de formation et de vulgarisation ». Quand aux activités de recherche agronomique, elles sont organisées en structure autonome disposant de moyens humains et matériels. Cette différence dans l'importance accordée à chaque activité a creusé le fossé entre la vulgarisation et la recherche, auquel s'est rajouté le manque total de coordination entre les deux. C'est une situation regrettable, car la recherche perd de son efficacité sans un service de vulgarisation capable de diffuser ses résultats et la vulgarisation n'existe pas sans une activité de recherche appropriée.

Actuellement, on tente de renouer les relations entre la recherche agronomique et la vulgarisation, mais ces tentatives sont vouées à l'échec si elles ne s'accompagnent pas d'une augmentation des moyens (matériels et humains) pour la vulgarisation et d'une suppression des contraintes administratives qui pèsent sur elle.

II – La vulgarisation a-t-elle réussi au Liban ?

Au cours de ces vingt-cinq années d'activité, la vulgarisation au Liban n'a pas entièrement atteint ses objectifs et malgré les moyens – même modestes – dont elle disposait.

Pourquoi cet échec relatif ?

- Les objectifs de la vulgarisation ne peuvent pas être atteints si la plupart des responsables du secteur agricole ne croient pas à son rôle dans le développement agricole. Certains responsables ne sont toujours pas convaincus que la vulgarisation est le moyen permettant d'améliorer les conditions de la production et de la société rurale de manière générale.
- On continue à confondre toutes les activités du ministère de l'Agriculture et celles de la vulgarisation à partir du moment où l'on considère que « toutes les activités du ministère sont de la vulgarisation ». Ainsi on confond les différentes fonctions du ministère et celles du service de vulgarisation (qui constitue avant tout une activité de conseil prenant en compte tous les aspects de la vie rurale et n'est pas seulement une offre de services).
- Le personnel chargé des activités de la vulgarisation a tendance à limiter son travail à l'offre de services aux agriculteurs croyant ainsi remplir son rôle de vulgarisateur.
- La méconnaissance du rôle de la vulgarisation affecte l'activité des vulgarisateurs et diminue l'efficacité de la vulgarisation de manière générale.
- Les grandes opérations, aux résultats rapides et concrets, sont souvent privilégiées au détriment de la vulgarisation qui, étant un processus d'éducation et de transformation des mentalités et des pratiques, est plus lente. Par conséquent, les dépenses importantes pour de grands projets de mise en valeur des terres, de recherche et d'augmentation de la surface agricole ont la priorité par rapport aux moyens requis pour la vulgarisation.

Sans un service adéquat de vulgarisation, les résultats de la recherche ne sont pas diffusés et appliqués et les nouvelles surfaces cultivées connaîtront les mêmes problèmes que les anciennes. Or, il suffit parfois d'augmenter les rendements à l'unité de surface, grâce aux efforts de la vulgarisation, pour augmenter la production sans avoir à augmenter la surface cultivée.

III – Le rôle de la vulgarisation avant la guerre et aujourd'hui ?

C'est en Europe et aux Etats-Unis que la vulgarisation est née et s'est développée, avant d'être introduite dans notre pays. Autrement dit, nous avons « importé » une vulgarisation produite dans un environnement économique, social et culturel différent du nôtre, et nous avons adopté les mêmes méthodes d'organisation et de travail. Probablement, cela était inévitable au démarrage de l'activité de vulgarisation. Mais un modèle de vulgarisation ne doit pas être importé et le meilleur modèle est celui produit localement et qui prend en compte les spécificités agricoles et rurales du pays.

Or, vingt-cinq ans après l'introduction de la vulgarisation, nous constatons que le modèle importé n'a pas changé, que les méthodes de travail n'ont pas évolué, et que nous n'avons pas encore trouvé notre modèle propre.

Dans cette période de l'après-guerre, il est absolument nécessaire de ne plus d'importer des méthodes de travail. Le Liban doit produire ses propres innovations et ses propres méthodes en s'appuyant sur la

recherche et l'expérimentation scientifique et en associant les agriculteurs à cette démarche. C'est la seule voie à suivre, si nous avons la volonté de mettre en place un système de vulgarisation dont la philosophie correspond à notre réalité socio-économique. Pendant vingt-cinq ans, le système de vulgarisation a tenté de faire évoluer les agriculteurs ; aujourd'hui c'est à ce système d'évoluer afin d'être accepté par les agriculteurs.

